



# Le gouvernement français menace de prendre des mesures de répression sanglantes contre les manifestations des Gilets Jaunes

Par [Alex Lantier](#) et [Francis Dubois](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2018

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

À la veille des manifestations parisiennes des Gilets Jaunes contre le président Macron aujourd'hui, le gouvernement français a lancé des menaces sans précédent de répression sanglante dans la capitale. Alors que les étudiants et les travailleurs soutiennent de plus en plus les Gilets Jaunes et que la colère populaire contre Macron s'intensifie, les hauts responsables avertissent qu'ils ne reculeront devant rien pour intimider et menacer les manifestants. Quelque 89.000 policiers anti-émeutes et des véhicules blindés doivent être déployés aujourd'hui.

La tentative de Macron de mettre fin à la manifestation en repoussant d'abord la hausse de la taxe sur le carburant qui avait provoqué les manifestations, puis en l'annulant, a échoué. Au contraire, le mouvement a continué à s'étendre en France et à l'étranger, comme en Belgique, aux Pays-Bas et jusqu'en Irak. Sur fond de demandes croissantes des Gilets Jaunes pour de fortes augmentations de salaire, des impôts sur les riches et plus d'égalité sociale, que son gouvernement n'a pas aucune intention de satisfaire, Macron se prépare à un affrontement.

Hier, alors que les autorités fermaient les monuments à travers Paris et que les magasins barricadaient leurs vitrines pour se préparer à des émeutes, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux s'est adressé au *Parisien* pour calomnier les Gilets Jaunes comme des tueurs de policiers. « On vient pour casser, brûler, piller, frapper avec la volonté de tuer des représentants de l'ordre public » a dit Griveaux. Quand on lui a demandé s'il disait aux manifestants de ne pas venir à Paris, il a répondu: «C'est le conseil que je donnerais».

Griveaux n'a donné aucune preuve de son accusation que les Gilets Jaunes auraient l'intention de tuer des policiers. Après trois samedis de protestations au cours desquels de violentes charges policières ont fait quatre morts et des centaines de blessés, pas un seul policier n'est mort. Il a admis que le gouvernement avait fait une «erreur» et n'avait pas compris « le sentiment d'abandon dans certains territoires ». Il a également admis que Macron, qui dénonçait les travailleurs opposés à sa politique d'austérité et aux réductions d'impôts pour les riches, les qualifiant de «fainéants», soit considéré comme arrogant: « Des mots ont blessé. On en a parfaitement conscience ».

Griveaux n'en adopte pas moins ce que *Le Parisien* appelle un ton «délibérément alarmiste»

et laisse entendre qu'une répression au moyen d'une force meurtrière est imminente contre quiconque défierait son ordre de ne pas assister aux manifestations à Paris. « Ceux qui se trouvent dans ces manifestations ne permettront pas aux forces de l'ordre de procéder aux interpellations », s'est-il plaint. « Les Gilets jaunes sincères ne peuvent pas servir de boucliers humains. »

Dénonçant « Des éléments politisés et radicalisés [qui] essaient d'instrumentaliser le mouvement. [Et qui] veulent renverser le pouvoir », il a mis en garde les médias contre la diffusion de reportages en direct sur la répression. Il a averti « les télévisions sur la diffusion des images en direct » pour ne « pas donner la position des forces de l'ordre ».

Le quotidien suisse *Le Temps* écrit : « Jamais, depuis le putsch des généraux français en Algérie en 1961, on n'avait entendu un tel vocabulaire » venant d'un gouvernement français. Le putsch de 1961 était dirigé par des officiers d'extrême droite voulant à tout prix maintenir le pouvoir colonial français en Algérie en imposant une guerre impérialiste impopulaire au peuple français.

Sonné par le déferlement d'opposition émanant des travailleurs et des jeunes, le gouvernement défend impudemment la répression. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a pris la parole hier pour défendre une vidéo choquante montrant des policiers anti-émeute armés qui ont forcé des lycéens de Mantes-la-Jolie à s'agenouiller, menottes plastique aux poignets, les mains derrière le dos ou la tête, comme s'ils allaient être exécutés. Dans la [vidéo](#), les policiers se moquent des jeunes en disant: « Voici une classe qui se tient sage ».

La vidéo a été vue des millions de fois sur les réseaux sociaux, provoquant choc et horreur. Mais Castaner a défendu effrontément les forces de l'ordre: « Cette procédure correspond, avant la fouille, à une procédure classique ». La police enquête actuellement sur l'identité de la personne ayant tourné la vidéo afin de porter plainte.

Si le gouvernement Macron agissait aujourd'hui selon les menaces hystériques qu'il a proférées hier, cela conduirait à la confrontation la plus violente avec la classe ouvrière en France depuis les attaques sanglantes de la police contre les travailleurs et les jeunes qui défendaient les étudiants de la Sorbonne, et qui ont provoqué la grève générale en 1968.

La radicalisation croissante de la classe ouvrière qui sous-tend le mouvement de protestation, se manifeste clairement dans le collectif Gilet Jaune de Commercy, dans l'est de la France, qui a lancé une [vidéo](#) avec un « Appel à la formation d'assemblées populaires partout en France ».

Ce collectif rejette l'appel du gouvernement pour que les Gilets jaunes désignent des représentants avec qui Macron puisse négocier: « Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des représentants. C'est pour nous encadrer et nous enterrer. Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier, sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption, des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer. »

Ils ajoutent que le mouvement des Gilets Jaunes appelle à « un système nouveau où ceux qui ne sont rien, comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent ».

Partout en France, grèves, protestations en Gilet Jaune et blocus étudiants s'intensifient alors que Macron continue à plonger dans les sondages. Le RER parisien, les transports en commun de Rennes et du Havre, les lycées professionnels sont en grève, tandis que les travailleurs de la SNCF devaient protester et défilier aujourd'hui à Paris lors des rassemblements Gilet Jaune. Des centaines de stations-service tombent en panne d'essence à cause des grèves de raffineries ou du blocage des dépôts de carburant par des manifestants. La Fédération nationale des syndicats agricoles (FNSEA) a appelé ses membres à manifester dans les rues la semaine prochaine.

Le syndicat stalinien CGT (Confédération générale du travail) a cependant annulé à la dernière minute une grève nationale des chauffeurs routiers à laquelle il avait appelé à partir de ce week-end. La bureaucratie de la CGT éprouve pour les Gilets Jaunes une farouche hostilité et le patron de la CGT, Philippe Martinez, qui les avait auparavant dits infiltrés par des néo-fascistes, a récemment donné une interview au *Monde* pour les dénoncer. Il a de nouveau insisté sur le fait qu'une alliance de la CGT avec les manifestants Gilets Jaunes était «difficile et impossible au niveau national », disant qu'il y avait parmi eux «des gens des gens infréquentables».

Les lycéens ont continué à bloquer des centaines d'écoles dans des villes comme Paris, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Tours, Montpellier, Lille, Lyon et ailleurs. Ils ont été rejoints par les étudiants des campus de Censier et Tolbiac à Paris, qui protestent contre la hausse des frais universitaires pour des étudiants étrangers. La police a violemment chargé les étudiants protestataires de l'Université de Lyon-III. L'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France) appelle à une journée d'action contre la hausse des frais universitaires le 13 décembre.

Les manifestations des Gilets Jaunes se déroulent dans toutes les villes de France, face à des mobilisations sans précédent des forces de l'ordre. Les autorités marseillaises préparent un vaste déploiement policier contre de multiples manifestations, alors que le président de droite de la région, Renaud Muselier, a lancé hier sa «déclaration de Marseille» avertissant que la «République [était] en danger» devant « l'insurrection». Un préfet du nord de la France a pris la mesure sans précédent d'interdire toutes les manifestations des Gilets Jaunes, alors qu'à Lille des appels étaient lancés pour occuper les deux gares ferroviaires et bloquer toute la ville.

A Lyon où des manifestants Gilet Jaune ont occupé hier le siège du conseil régional, les autorités prévoient de bloquer la place Bellecour, où les Gilets Jaunes devaient se rassembler aujourd'hui. Ils y feront face à un déploiement policier sans précédent qui comprendrait des membres d'escouades spéciales de la police, formées pour tirer sur des terroristes à la bombe et les tuer.

Alex Lantier et Francis Dubois

Article paru d'abord en anglais, WSWs, le 8 décembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org) et [Francis Dubois](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : [Alex Lantier](#) et  
[Francis Dubois](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)